



Lettre n°20/05

« Regard de mai »

Soutien

Tous les jours à 20 h, un grand nombre de Français expriment leur reconnaissance à ceux qui se battent contre la Covid-19. D'innombrables bénévoles, mais aussi des artistes et des sportifs s'engagent, des cagnottes se multiplient pour financer notamment l'achat de tissu destiné à la fabrication de masques et de sur blouses pour les soignants, des réseaux s'organisent pour livrer des repas aux personnes âgées. Bref, la Nation ne mobilise et fait face. Soyons donc fiers d'être Français !

Récemment, deux aviateurs sont morts en service commandé, dans un accident d'hélicoptère au cours d'un entraînement indispensable au maintien du niveau opérationnel de nos forces. Quelques jours plus tard, ce sont deux légionnaires qui tombaient pour la France dans le Sahel lors d'un accrochage au cours d'une opération lancée contre les groupes islamistes qui sèment la terreur au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

Pour eux, un communiqué laconique de quelques secondes à la télévision, entre deux reportages sur la Covid-19. Aucune explication sur cette opération, aucun reportage sur cette guerre complexe qui dure depuis 7 ans n'ont été donnés, aucun militaire n'a témoigné comme le font les chefs de service de grands hôpitaux qui répondent quotidiennement, avec une patience infinie, aux questions des journalistes.

Aucune démonstration de soutien à nos forces armées, comparable à ce qui se fait et se dit quotidiennement à propos de nos personnels soignants, aucun rapprochement évoqué entre ces Français « au front » bien que, dans les deux cas, il s'agisse d'hommes et de femmes, soignants comme soldats, qui font face à un adversaire et le combattent au péril de leur vie. Ils remplissent les uns comme les autres leur devoir d'état. En « tenue de service », les uns comme les autres font honneur à la France.

Indiscipline

Ces deux « guerres », l'une médiatisée et l'autre trop souvent oubliée, qu'il faut mener simultanément, ne peuvent être gagnées sans des moyens suffisants accordés tant à l'Armée et aux formations militaires qu'à la santé et aux hôpitaux. Mais que vaudraient ces moyens sans le soutien total et constant de la Nation qui n'est possible que par sa cohésion inébranlable et une volonté inflexible de ses responsables ?

Les soignants font preuve nécessairement d'une rigueur et d'une discipline toutes militaires. Mais qu'en est-il du comportement de certains de nos compatriotes ? Faut-il rappeler inlassablement que la négligence, l'indiscipline, voire la désobéissance volontaire d'une minorité d'entre eux aux consignes données et aux règles sanitaires de bon sens, peuvent réduire à néant les effets bénéfiques des efforts

consentis par le plus grand nombre.

Ces actes d'indiscipline ne devraient-ils pas être sanctionnés d'autant plus lourdement qu'ils sont de nature à relancer la circulation du virus, donc à prolonger les efforts intenses des soignants mais surtout à condamner, parfois à la mort, certaines personnes atteintes de graves pathologies et dont les opérations ont été retardées ? Ce comportement égoïste nie une réalité pourtant indiscutable : le droit individuel n'est et ne peut être que le fruit des devoirs consentis par chacun envers la collectivité. Refuser de faire son devoir implique aussi de refuser les soins médicaux !

Défiance

On rétorquera, à juste titre, que les mesures préparatoires élémentaires qui auraient dû être prises dès les premiers indices de l'épidémie parvenus en France début janvier ne l'ont pas été immédiatement. Il s'agissait notamment de vérifier les plans sanitaires, la présence (ou l'absence) de stocks (de masques par exemple), de répertorier les industries nationales susceptibles d'être réquisitionnées, de mettre sur pied un état-major de crise et de déployer un dispositif de contrôle rigoureux aux frontières...

Ces négligences et lacunes ont entraîné une perte de confiance des citoyens envers la classe politique. La communication officielle contradictoire, voire mensongère de la part de certains responsables, a discrédité les autorités et ravivé la politisation de la crise au point de conduire certains Français à douter des consignes de confinement, à les contester voire à les contourner, et certaines organisations à s'opposer à la réouverture d'usines ou d'écoles.

Ne pas subir

Après 2 mois de confinement la situation économique est extrêmement dégradée, d'autant que la reprise, progressive, s'annonce difficile. La dette, qui s'élève déjà à 2 300 Md€, s'accroît et se trouve maintenant sur la pente des 3 000 Md€, soit de 130 % du PIB. N'espérons pas retrouver en fin d'année un niveau de vie comparable à celui que nous avons avant le confinement. Chacun va devoir faire des efforts très importants pendant plusieurs années pour le retrouver. Il faut le dire clairement.

Notre pays va devoir se recentrer et renforcer son autonomie industrielle, alimentaire, énergétique et technologique. L'État doit se réorganiser pour renforcer ses capacités dans les fonctions régaliennes garantissant son indépendance stratégique, la protection de sa population et la survie de la Nation. Il faut le faire avec beaucoup de détermination, c'est un impératif !

La situation est certes moins catastrophique qu'après la 2^e Guerre mondiale au cours de laquelle nous avons eu à déplorer 600 000 morts, notre pays avait été occupé et pillé pendant 5 ans et de nombreuses infrastructures détruites. Nous ne pourrions cependant nous redresser et gagner que par une claire prise de conscience de la nécessité d'un effort collectif et de sacrifices dans la durée.

Mais comment retrouver l'envie de vaincre ? Où sont les chefs qui, loin des propos démagogiques, auront avant tout le goût de servir l'intérêt supérieur de la France et le bien commun des Français ?

LA RÉDACTION de l'ASAF

18, rue Vézelay 75008 Paris
Tél : 01 42 25 48 43 - Courriel : secretariat@asafrance.fr
Site : <http://www.asafrance.fr>
Association 1901 déclarée le 27 mai 1983. J.O. N° 57322 GR 182 - Fédération A. Maginot